



INTERVENTION DE SÉBASTIEN BUSIRIS À LA CONFÉRENCE D'UNI EUROPA DU 3 AU 5 OCTOBRE 2011 À TOULOUSE

Mes camarades,

J'interviens dans cette conférence pour Force Ouvrière Banques. Nous sommes aujourd'hui dans une période difficile, difficile pour les salariés, difficile pour les citoyens, une période de crise économique, une période de crise sociale, de crise financière. Les trois sont liées mais ont chacune une importance différente.



Nous constatons aujourd'hui, que c'est le diktat des marchés, le diktat des agences de notation qui s'impose aux salariés et aux citoyens sans prendre en compte quelle est leur situation réelle et quel est leur niveau de vie actuellement.

Nous pouvons constater que les mesures prises depuis 2007 n'ont pas suffi.

Rappelez-vous en 2007, on nous avait dit : "plus jamais ça" après la première crise financière, "il faut que ça change", "il faut moraliser les sphères financières".

Que constate-t-on aujourd'hui mes camarades ? Rien n'a changé !

Les exemples récents nous le prouvent, les paradis fiscaux existent toujours, les bonus, retraites "chapeau", stock-options, golden parachutes qui, quelque part, amènent les déviances des systèmes financiers, continuent de perdurer.

Rien n'a changé, Camarades, et pourtant tout le monde souhaite que ça change.

Dernier exemple en date : un trader d'UPS qui, sans contrôle, engage la pérennité de son entreprise et la pérennité de l'emploi des salariés de son entreprise. Ça n'a que trop duré, mes Camarades.

Il faut changer de modèle, le modèle néo-libéralisme a montré ses limites.

Aujourd'hui, il faut que l'ensemble des syndicats européens luttent et que tous ensemble nous fassions que cela change. Nous ne pouvons accepter que sous couvert d'une dégradation de telle ou telle note ou cotation d'un pays ou d'une entreprise, par les différents instituts de notation, un pays soit obligé de prendre des mesures drastiques qui vont toucher l'ensemble de la population.

Je soutiens notre camarade grec qui est intervenu tout à l'heure pour dire qu'il est inadmissible que les sphères financières imposent à l'ensemble des salariés et des citoyens, des conditions qui aujourd'hui semblent nous ramener à un autre âge.

On baisse les salaires, on supprime des emplois, on fait travailler les salariés dans des conditions de travail de plus en plus difficiles.

Jusqu'à quand allons-nous accepter cela ?

C'est ensemble que nous devons lutter et revendiquer, pour que cela change.

Pour ce faire, les choses pourraient être simples, si on le veut. Il faut mieux contrôler, mieux surveiller et surtout mieux encadrer ces sphères financières.

N'oubliez pas, mes Camarades, que les derniers "accidents boursiers" ont tout de même fait disparaître plus de sept mille milliards d'euros de valorisation boursière.

La dépréciation des différentes valeurs boursières a fait partir en fumée sept mille milliards d'euros qui auraient été beaucoup plus utiles dans la lutte pour l'emploi, dans la lutte pour la protection sociale ou dans la lutte pour les retraites.

Voilà mes Camarades, dans quelle situation nous sommes aujourd'hui, et voilà ce que nous devons contester.

Pour ce faire, il est important de travailler ensemble et quel vecteur mieux qu'UNI peut nous amener à travailler ensemble et d'une seule voix, revendiquer auprès de la Commission Européenne, auprès des gouvernements, que des mesures soient mises en place pour que cela change.

Je terminerai, mes Camarades, en rappelant qu'avant tout, si la crise financière est venue du monde virtuel de la finance et des spéculations, les salariés vivent, eux, dans une société réelle et si on veut que cela change, c'est à travers la syndicalisation des travailleurs, c'est à travers la mise en commun des idées et des revendications des travailleurs.

Merci mes camarades.

